



# Réflexions méditerranéennes

Année 2008



Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN

Publication : Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN

Gestion de produit : Sonsoles San Román

ISBN : 978-2-8317-1154-6

Conception et mise en page : Chadi Abi Faraj

Impression : Solprint (Mijas), Malaga

Imprimé sur : Papier FSC

Photo couverture François Simard

Références photographiques :  
Chadi Abi Faraj - *Page 04 et 12*  
Joana Cebrian - *Page 08*  
Nieves García - *Page 01*  
Marina Gomei - *Page 15 et 19*  
Celin Jacob - *Page 18*  
Hichem Kara - *Page 16*  
Andrea Molinari - *Page 21*  
Bayram Oztürk - TUDAV - *Page 06*  
Dan Paleczny - *Page 11*  
Simone Panigada - *Page 21*  
Christine Pergent - *Page 16*  
Pedro Regato - *Page 02, 19 et 24*  
Rami Salman - *Page 12, 13 et 23*  
François Simard - *Page 10*  
Sandra Simoes - *Page 17*  
Herbari Virtual de les Isles Balears - *Page 22*  
IUCN/Group y J. Muntaner - *Page 25 et 26*



# Table des matières

Avant-propos .....	03
Nos donateurs et partenaires	
▪ Principaux donateurs .....	04
▪ Donateurs liés à des projets .....	04
▪ Autres collaborations et accords de coopération .....	05
▪ Nouveaux membres en 2008 .....	05
Faits marquants de 2008 .....	06
Réalisation du Programme	
▪ Conservation et gestion des ressources .....	09
▪ Sites sauvages, protégés, exploités ? .....	12
▪ Attractions et perturbations en Méditerranée .....	16
▪ Ecosystèmes méditerranéens : une approche globale .....	19
▪ Comprendre le vivant pour préserver l'équilibre .....	21
▪ Biens et services fournis par la nature au secteur privé .....	24
▪ Le Congrès mondial de la nature : les priorités méditerranéennes pour l'avenir .....	25
Répandre la bonne parole .....	26
Publications et ressources	
▪ L'UICN sur Internet .....	27
▪ Livres .....	27
▪ Rapports .....	28
▪ Fiches techniques .....	29
Allocation de fonds .....	31
L'équipe de Malaga .....	32

“ Supporter, encourager et aider les sociétés méditerranéennes pour concilier la conservation des ressources naturelles avec leur utilisation durable et mettre en place un modèle de développement durable ”

Comme défini dans la Stratégie Méditerranéenne de la UICN





# Avant-propos

2008 a été une année cruciale et passionnante pour nous tous qui oeuvrons pour la Méditerranée. Grâce à la générosité et à l'appui des administrations publiques catalanes et espagnoles, des membres actifs et des nombreux partenaires internationaux de l'UICN, nous avons depuis notre Centre de Malaga amélioré la visibilité de notre Méditerranée sur la carte mondiale de l'environnement. L'évènement s'est tenu durant le Congrès mondial de la nature, importante manifestation quadriennale accueillie cette année par Barcelone, une ville qui a toujours joué un rôle primordial dans le développement de la Méditerranée.

Plus de huit mille personnes du monde entier et de toutes origines sociales, économiques et environnementales confondues ont pu découvrir ce lieu de rencontre exceptionnel en biodiversité et mettre en commun leurs préoccupations et leurs solutions face aux problèmes actuels. Cette rencontre n'a pas seulement marqué une nouvelle étape pour la politique et les interventions des gouvernements et des acteurs de la conservation, mais a aussi transmis au citoyen le besoin et l'urgence d'une action concertée et commune si nous voulons préserver notre Méditerranée et l'ensemble de notre planète. Ce Congrès a contribué à mettre en évidence la grave crise que traversent la nature et sa biodiversité qui sont, au bout du compte, la source des biens et services essentiels dont dépend l'économie mondiale. Pour cette raison, il est indispensable que le modèle de développement économique mondial soit adapté afin de réduire l'impact sur l'environnemental. Le Congrès a en outre constitué une excellente occasion de discuter les choix réalistes concernant la durabilité, aussi bien au niveau environnemental qu'économique et social.

Cette « *Mare Nostrum* » a également fait l'objet de la proposition européenne pour l'initiative de l'Union pour la Méditerranée. La reconnaissance d'une réalité unique aux multiples rives est l'essence des plans d'action de l'UICN. Le Centre présente un plan quadriennal pour toute la Méditerranée, ainsi qu'un nouveau plan sous-régional qui réunit les intérêts et les priorités des pays d'Afrique du Nord : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Egypte. Nos membres, associés et nos commissions nous ont aidés à mettre au point ce plan et à définir une série de projets urgents et d'initiatives, qui sont conçus pour appuyer l'action globale approuvée par l'UICN pour la conservation des ressources naturelles et le bien-être des habitants de la région jusqu'en 2012.

Si, en 2008, l'attention s'est indéniablement focalisée sur le changement climatique et les mesures visant à le réduire et à s'adapter à son impact, la prise de conscience que le facteur humain est celui qui influe le plus sur l'environnement n'en a pas moins été remarquable. Ainsi, les thèmes relatifs au tourisme, à l'utilisation et à la conservation des domaines terrestres et marins, à la mise en valeur de la biodiversité, aux énergies renouvelables et au développement durable ont profondément marqué la vision du Centre de coopération pour la Méditerranée dans la poursuite de ses objectifs.

Merci à tous ceux qui rendent possible notre travail, particulièrement à l'Espagne et l'Andalousie en tant que principaux donateurs, et aux autres organisations et partenaires, aux membres, aux commissions et à l'équipe internationale de l'UICN, qui, par leur appui permanent et leur enthousiasme, donnent vie et couleur à cette unique et précieuse « Mosaïque Méditerranéenne ».

**Margarita Astráraga**

Directrice

Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN



# Nos donateurs et partenaires

Le Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN n'existerait pas sans la générosité, la confiance et la crédibilité d'un nombre croissant de partenaires : gouvernements, institutions multilatérales et intergouvernementales, conventions internationales et organisations non gouvernementales, fondations, corporations et individus. Nous sommes infiniment reconnaissants de toutes les contributions reçues en 2008 pour soutenir le Centre et, par conséquent, le travail de l'UICN.

## Principaux donateurs



Ministère de l'Environnement et du Milieu rural et marin d'Espagne (MARM)



Consejería de Medio Ambiente de la Junta de Andalucía (Espagne)

## Donateurs liés à des projets



Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID, Espagne)



Secrétariat général de la mer du MARM (Espagne)



Organisme Autonome des Parcs Nationaux (OAPN, Espagne)



Conseil général de Malaga (Espagne)



Municipalité de Malaga (Espagne)



Commission européenne



Ministère des affaires étrangères et européennes (MAEE, France)



Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (MEEDAT, France)



Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire et de la Mer (Italie)



Ministère des Affaires étrangères (DGCS, Italie)



Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Centre d'Activités régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) (Tunisie)



Fondation d'entreprise Total (France)



Fondation MAVA pour la Protection de la Nature (MAVA, Suisse)

## Autres collaborations et accords de coopération

- Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique Adjacente (ACCOBAMS)
- Agence pour la Promotion et le Développement de l'Oriental (Maroc)
- Agence Egyptienne pour les Affaires Environnementales (EEAA, Egypte)
- Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD, Maroc)
- Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT, Maroc)
- Association patronale des Producteurs de Cultures marines d'Espagne (APROMAR)
- Association pour le Développement et la Conservation des Forêts (AFDC, Liban)
- Association pour la Protection de l'Environnement, Al Hoceima (AZIR, Maroc)
- Autorité générale pour le Développement des Ressources de la Pêche (GAFRD, Egypte)
- Centre méditerranéen d'Études environnementales (Centro de Estudios Ambientales del Mediterraneo - CEAM, Espagne)
- Commissariat National du Littoral (CNL, Algérie)
- Commission générale des Pêches pour la Méditerranée (CGPM-FAO)
- Confédération espagnole de la Pêche ( CEPESCA)
- Délégation régionale de l'Agriculture et de la Pêche d'Andalousie (Junta de Andalucía, Espagne)
- Conservation de la Nature en Egypte (NCE)
- Entreprise publique de Développement agricole et de la Pêche (DAP - Junta de Andalucía, Espagne)
- Fédération Européenne des Producteurs Aquacoles (FEPA)
- Fonds mondial pour la Nature (WWF) - MedPo, Italie et WWF, Grèce
- Fondation CONAMA (Congrès national espagnol sur l'Environnement)
- Institut universitaire de la Recherche scientifique de l'Université Mohammed V-Souissi (Maroc)
- Institut Espagnol d'Océanographie (IEO)
- Institut National d'Agronomie de Tunisie (INAT)
- Institut National de Recherche halieutique (INRH, Maroc)
- Alliance pour les montagnes
- Laboratoire central pour la Recherche sur l'Aquaculture (CLAR, Egypte)
- Laboratoire de Biologie marine de l'Université d'Alicante (Espagne)
- Ministère de l'Agriculture du Liban
- Ministère de la Défense du Liban
- Ministère de l'Intérieur du Liban
- Ministère de l'Environnement du Liban
- Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD, Tunisie)
- Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme (MATET, Algérie)
- Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques (MPRH, Algérie)
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
- Réseau des ONG de Développement oeuvrant dans le Parc National d'Al Hoceima (RODPAL, Maroc)
- Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée (MedPAN)
- Secteur de la Conservation de la Nature (NCS, Egypte)
- SEO/Birdlife
- Université de Malaga (Espagne)
- Université du Surrey (Royaume-Uni)
- Parc Zoologique de Barcelone (Espagne)

## Nouveaux membres en 2008

- Amis de l'Environnement (FoE, Liban)
- Association italienne des Directeurs et Fonctionnaires d'Aires Protégées (AIDAP, Italie)
- Association pour le Développement et la Conservation des Forêts (Liban)
- Municipalité de Malaga (Espagne)
- Délégation régionale de l'Environnement, Gouvernement des Iles Baléares (CAM, Espagne)
- Conservatoire Botanique National de Brest (CBNB, France)
- Fédération des clubs Connaître et Protéger la Nature (FCPN, France)
- Fondation pour la Conservation et la Récupération d'Animaux marins (CRAM, Espagne)
- Observatoire Départemental de la Biodiversité Urbaine (ODBU, France)
- Réseau vert de Vojvodja (GNV, Serbie)
- Société croate d'Herpétologie (HHD Hyla, Croatie)
- Société Géologique d'Espagne (SGE, Espagne)



# Faits marquants de 2008

16 janvier

## **L'UICN-Med participe activement à la Conférence des parties de la Convention de Barcelone**

A Almeria, l'UICN-Med organise avec ses partenaires deux événements parallèles pour partager et échanger des informations entre tous les pays parties de la Convention. L'un concerne l'état du réseau des aires protégées en Méditerranée, l'autre la gouvernance de la Méditerranée, un des principaux défis pour la conservation et l'environnement.

18 janvier

## **L'Espagne mise sur la coopération internationale, la conservation et le développement**

L'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) devient un des principaux donateurs de l'UICN au niveau international, avec un don de six millions d'euros destiné à encourager la coopération internationale, la conservation et le développement dans diverses régions géographiques prioritaires.

25 février

## **Pêche et aquaculture : cap sur la durabilité**

Signature d'un accord de coopération avec la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) dans le but de promouvoir la vision écosystémique de la pêche et de l'aquaculture, de créer de nouvelles zones de protection de la pêche et d'échanger des informations, le tout pour favoriser une durabilité accrue dans la région.

28 février

## **La mer Adriatique également en quête de protection**

Le ministère du Tourisme et de l'Environnement du Monténégro convoque la deuxième table ronde sur la protection et le développement durable de la côte du Montenegro à Kotor, et réunit d'importantes organisations nationales et méditerranéennes afin d'identifier les priorités de conservation de la mer dans ce pays.

14 mars

## **La coopération unit les pays contre la dégradation de l'environnement**

Les membres de l'UICN d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, et Tunisie) se réunissent pour déterminer les activités prioritaires pour le développement durable dans la région, susceptibles de fournir des solutions pour affronter de façon efficace, dans le cadre du nouveau programme de travail 2008-2012, les défis du changement climatique global et ses répercussions sur la biodiversité et la population riveraine.

17 avril

## **Adapter la gestion et la conservation des forêts méditerranéennes**

La réunion internationale organisée par l'UICN et le WWF sur le thème « Forêts et adaptation au changement climatique en Méditerranée » est menée en Grèce. Un appel international à une meilleure gestion des incendies forestiers, exacerbés par le changement climatique global, y est lancé.

18 avril

### **Protection et détermination de sites de patrimoine naturel en Méditerranée européenne**

Le gouvernement grec invite les pays européens méditerranéens et les agences de conseil à Corfou pour y discuter l'état de la protection et la détermination des espaces de patrimoine mondial dans la sous-région (Méditerranée orientale) en vue d'assurer une meilleure protection de la biodiversité et du patrimoine culturel régional.

7 mai

### **De nouvelles clés pour une aquaculture durable**

L'UICN, en collaboration avec des producteurs, des administrations et des scientifiques de la Méditerranée, élabore une analyse et formule des recommandations sur la sélection et la gestion des fermes aquacoles, la certification et l'étiquetage du poisson d'élevage et l'interaction entre l'aquaculture et l'environnement.

26 juin

### **Une Union européenne et méditerranéenne au centre des discussions**

A l'occasion du Forum Crans Montana, Monaco accueille le débat sur l'avenir de l'Union pour la Méditerranée (UPM), tandis qu'un peu plus tard se tient à Paris la conférence sur un nouvel espace scientifique pour la Méditerranée, dont les débats portent sur les aires marines protégées.

3 juillet

### **Protéger les « mers de haute mer »**

Le régime de haute mer qui s'applique à la majeure partie de la Méditerranée et la responsabilité de ce qui s'y passe sont l'objet du dialogue tenu au Maroc entre juristes, scientifiques et organisations internationales.

25 août

### **Amélioration de la gestion et création d'emplois dans les parcs**

Les activités de conservation et de gestion du Parc National d'Al Hoceima (Maroc) réunissent le gouvernement marocain et diverses organisations travaillant dans la zone pour analyser et coordonner les besoins locaux et concevoir des propositions au bénéfice de ses populations et de ses ressources naturelles.

12 septembre

### **Aires marines protégées en ligne**

La nouvelle base de données sur les aires marines protégées en Méditerranée a été actualisée et toutes les nouvelles informations de chaque site sont disponibles en ligne.

26 septembre

### **Un prix andalou à la conservation globale**

Les efforts de l'UICN-Med pour encourager la coopération entre les pays et secteurs de la Méditerranée pour une utilisation durable de ses ressources naturelles reçoivent une reconnaissance officielle par l'intermédiaire du prix d'environnement global de la délégation régionale de l'Environnement d'Andalousie (Consejería de Medio Ambiente de la Junta de Andalucía) pour sa contribution à la conservation de la biodiversité mondiale.

5 octobre

### **Ensemble pour un monde varié et durable**

Le IVe Congrès mondial de la nature s'ouvre à Barcelone avec la présentation de la nouvelle Liste rouge des espèces menacées et la tenue de centaines d'événements et réunions qui débouchent sur plus d'une douzaine de recommandations et de résolutions pour la conservation de la Méditerranée.

12 novembre

**La biodiversité marine, cette grande inconnue**

L'évaluation de l'état de conservation des poissons marins en Méditerranée, présentée à Valence durant le Congrès mondial sur la biodiversité marine, met en lumière un grand vide dans l'information et les données disponibles sur ces espèces nécessitant une protection urgente.

1 au 5 décembre

**Participation à la XIe séance du Comité scientifique consultatif (CSC) de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) à Marrakech, Maroc**

Ce comité a organisé sa séance annuelle pour réviser ses activités techniques, scientifiques et environnementales et préparer les recommandations pour la conférence annuelle des parties de la CGPM.

1 au 5 décembre

**Le défi est d'agir**

Le Congrès national espagnol sur l'environnement (CONAMA) se termine sur le défi qui consiste à faire face au changement climatique global au moyen d'actions, c'est-à-dire au-delà des mots. Pendant ce temps, en France, on tente de déterminer quels sont les écosystèmes se trouvant dans un état critique au niveau mondial pour agir en faveur de leur conservation, la Méditerranée constituant un des principaux sujets de ce débat.

16 décembre

**Impact sur l'environnement de l'aquaculture en Méditerranée**

Au cours de la réunion de Tirana (Albanie) du Comité d'aquaculture de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, une mesure a été adoptée, basée sur une proposition du groupe de travail de l'UICN, pour que tous les projets de fermes aquacoles comprennent une étude d'impact sur l'environnement conditionnant l'autorisation de produire.

17 décembre

**Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) en Méditerranée : du local au régional. Comment mettre un terme à la perte de biodiversité ?**

Le Plan d'Action pour la Méditerranée (PAM) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a adopté le protocole sur la GIZC en 2008. Pour sa part, l'Union européenne (UE), sous la présidence française et en connexion avec l'initiative « Union pour la Méditerranée » (UPM), a organisé une conférence pour présenter ce protocole et ses implications dans la région, et annoncer la directive de l'UE sur la stratégie marine.

22 décembre

**Une nouvelle stratégie intégrée pour la gestion des incendies forestiers au Liban**

Les institutions gouvernementales libanaises (Ministère de l'Environnement, Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Intérieur, Défense civile et Armée) adoptent une stratégie intégrée pour la gestion des incendies forestiers, avec l'appui essentiel de l'UICN et de l'ONG nationale Association pour le Développement et la Conservation des Forêts (AFDC).





## Réalisation du Programme

# Conservation et gestion des ressources

### **Une mer partagée en quête de développement durable**

La mer d'Alboran, qui constitue une des portes d'entrée de la Méditerranée, a été tout au long de l'histoire un lieu de confluence de nombreuses cultures, se définissant depuis l'aube des civilisations comme une « mer d'intersection » qui joue aujourd'hui encore le rôle de pont entre deux continents et entre le nord et le sud. Enclave de grande importance écologique, démographique et économique, elle constitue la base du développement de tous les peuples vivant dans son environnement. C'est donc à ceux-ci qu'incombe la responsabilité de sa conservation.

Plusieurs années d'effort ont permis de mettre sur pied la plate-forme de dialogue et de travail entre institutions scientifiques, gouvernements et experts afin d'analyser les caractéristiques et priorités d'action pour la conservation et le maintien d'une zone dont la biodiversité et les activités maritimes et terrestres sont considérables. Les 11 juin et 15 décembre 2008 ont été tenues deux réunions de travail avec des représentants d'Algérie, d'Espagne et du Maroc pour la conservation et la gestion durable de la mer d'Alboran. Six groupes de réflexion consacrés à des aspects clés pour les milieux marin et terrestre sont chargés de recueillir et de synthétiser les données existantes dans les trois pays. Les informations récoltées ont trait aux thématiques suivantes : développement d'un réseau d'aires marines protégées dans la région ; interaction entre les activités humaines et les espèces, en particulier les cétacés, les oiseaux et les tortues ; gestion de l'exploitation du sable dans le cadre de la gestion intégrée de la zone côtière ; développement durable de l'aquaculture ; inventaire de la biodiversité de la mer d'Alboran ; et, enfin, application de conventions et d'accords internationaux dans les législations nationales. La prochaine réunion de travail est prévue pour avril 2009 à Oujda (Maroc).





### **Une connectivité écologique pour la conservation**

En raison de ses spécificités écologiques et historiques, la Méditerranée est une mer fermée aux caractéristiques uniques subissant la pression d'une activité humaine intense : pêche, tourisme, trafic maritime, pollution... La meilleure information scientifique nous révèle qu'il est indispensable de créer un réseau écologique d'aires marines protégées pour préserver la biodiversité marine.

Le manque d'équilibre et de représentativité régionale des divers écosystèmes marins méditerranéens est patent. Abstraction faite du Sanctuaire Pelagos, 98,9 % des aires marines bénéficiant d'un certain niveau de protection ou de gestion sont côtières. Par ailleurs, 73 % des aires marines protégées (AMP) sont situées sur la rive nord de la Méditerranée, ce qui met en évidence la nécessité d'encourager la conservation de la mer sur ses rives sud et est, tout en tenant compte des différents contextes socioéconomiques et en stimulant le partage d'expériences et d'informations entre l'ensemble des acteurs de la région. L'application adéquate du concept de réseau d'aires marines protégées comprenant des zones géographiques encore non représentées et des systèmes d'importance vitale pour la survie des espèces vulnérables et menacées, tels que les fonds marins et les zones de haute mer, constitue un impératif. Les procédés de détermination de nouvelles aires pour la conservation doivent en outre être accompagnés d'un renforcement des compétences et de la disponibilité de ressources suffisantes pour gérer les AMP afin d'éviter qu'elles se convertissent en ce qu'on a coutume d'appeler des « parcs de papier ».

Grâce à l'étude sur l'état des AMP en Méditerranée et au nouvel inventaire disponible sur Internet, réalisés

avec l'appui et la collaboration de MedPAN (le Réseau des gestionnaires des aires marines protégées en Méditerranée) et du WWF, il a été montré qu'à peine 3,8 % de la Méditerranée est protégée ou gérée d'une manière aléatoire. Les priorités d'action et l'objectif des 10 % de protection, comme établis par la Convention sur la biodiversité biologique, sont donc loin d'être atteints.

“ À peine 3,8 % de la Méditerranée est protégée ou gérée d'une façon ou d'une autre ”

En plus d'utiliser une approche écorégionale pour identifier les aires prioritaires de conservation en Méditerranée et d'aider à la croissance et à l'entretien d'un réseau de gestionnaires et d'AMP méditerranéennes, l'UICN-Med a, en 2008, aidé à renforcer la capacité institutionnelle du gouvernement égyptien à établir et gérer son réseau au niveau national ; fourni son assistance technique au Liban pour mener à bien un programme de surveillance et de suivi des AMP ; encouragé l'usage des catégories de gestion de l'UICN pour les aires protégées de l'Adriatique ; coordonné ses efforts avec d'autres organisations pour optimiser la gestion du Parc National d'Al Hoceima, seule aire marine protégée méditerranéenne du Maroc.

### Gérer et conserver notre patrimoine naturel

L'Égypte est le contexte d'un projet de coopération avec l'Italie dans le cadre duquel le Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN a fourni la direction technique au niveau local et a apporté son soutien pour les travaux de gestion. Le développement et l'amélioration de la formation professionnelle du personnel de la zone constituaient l'une des missions principales. Ce soutien a été apporté durant la planification et l'exécution des activités du projet et pour la résolution de problèmes quotidiens. Ce type de formation sur le site revêt une valeur inestimable, surtout en ce qui concerne la qualité et la profondeur auxquelles on peut prétendre grâce à la supervision, au suivi et au soutien continus. De ce fait, l'UICN a pu présenter et appliquer les principes et les pratiques d'une gestion efficace des aires protégées, ce qui s'est traduit dans les nouvelles installations et opérations dans la Vallée des baleines, site du patrimoine mondial de l'humanité de l'UNESCO, et dans le large éventail d'outils conçus pour cette aire protégée, à savoir des nouveaux guides touristiques, des panneaux d'information, des cartes...

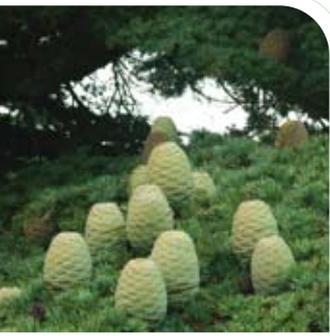
L'Égypte essaie également d'intégrer des critères environnementaux à ses plans de développement et à ses politiques nationales. Il s'agit de préserver la biodiversité en tant que patrimoine national dans le contexte du développement durable, conformément à la philosophie de l'UICN. La reconnaissance de la valeur des aires protégées, en particulier pour le tourisme, a contribué à stimuler la prise de conscience sur la nécessité de protéger la biodiversité et d'établir de nouvelles formes de gestion. L'administration gouvernementale chargée de la conservation de la nature, (NCS - *Nature Conservation Sector*), a adopté les directives du Programme de l'UICN pour la conservation de la biodiversité. Ces principes plaident pour la formation du personnel des aires protégées en

développant des programmes de formation et en améliorant les compétences des gestionnaires et des habitants. Le personnel actuel du NCS compte 500 membres, mais il en faudrait beaucoup plus pour atteindre l'objectif qui consiste à doubler la superficie des zones protégées et à y garantir une protection efficace, ce qui implique aussi qu'il faudrait mettre en oeuvre des stratégies permettant l'autofinancement des aires protégées.

“ L'Égypte essaie également d'intégrer des critères environnementaux à ses plans de développement et à ses politiques nationales ”

L'UICN promeut l'étude des modèles de gestion d'aires protégées d'autres pays et de nouvelles approches, comme l'écotourisme, qui permettent de réinvestir les revenus générés par les parcs dans leur entretien et leur conservation. Il s'agit également d'impliquer la population locale dans la gestion et de la faire profiter des bénéfices. Des « gardes locaux », natifs de l'endroit, ont donc été nommés afin d'exercer des tâches de conservation en collaboration avec les gardes forestiers. Les communautés bédouines, par exemple, ont joué un rôle important dans le programme de propagation des acacias, arbres indispensables dans les zones arides.





## Réalisation du Programme

# Sites sauvages, protégés, exploités ?

### L'adaptation des forêts au changement climatique global

Les services offerts par les forêts vont au-delà de la simple réduction des gaz à effet de serre. En effet, les forêts méditerranéennes abritent une grande variété d'habitats dont dépend un nombre considérable d'espèces endémiques et menacées, de groupes biologiques tels que les plantes, oiseaux, mammifères et insectes. Par ailleurs, elles possèdent une valeur paysagère et culturelle et sont la source évidente d'une grande partie des biens et services dont dépend le bien-être économique, social et culturel de nos sociétés.

Les forêts produisent de nombreuses matières premières sur lesquelles se basent d'importantes activités économiques, certaines aussi notoires que le liège, le bois, le pâturage, ainsi que de nombreuses plantes à usage médicinal et alimentaire. Elles fournissent en outre de multiples services environnementaux peu valorisés, comme peut l'être leur fonction d'agent clé pour limiter l'érosion des sols, retenir l'humidité ou réguler les flux hydriques et les températures ; elles permettent aussi le développement d'initiatives économiques alternatives comme l'écotourisme. En d'autres termes, les forêts constituent une richesse qu'il faut protéger, gérer et apprécier à sa juste valeur.

Le climat méditerranéen est un climat extrême et changeant auquel se sont adaptées les forêts au cours des millénaires. Ceci leur a permis de faire face au manque d'eau, typique de la région, et aux perturbations nombreuses et importantes qui ont jalonné l'histoire. De nombreux territoires forestiers de la région sont restés stables, malgré les changements climatiques passés et présents, grâce à leur haute diversité biologique et culturelle. Cependant, on ne peut nier le rôle de la grande diversité culturelle qui a contribué au développement de paysages traditionnels au moyen de techniques d'utilisation des sols et

de systèmes agricoles et d'élevage de bétail très résistants aux modifications environnementales.

Néanmoins, le changement climatique auquel nous faisons face frappera sans doute durement la région méditerranéenne. La vulnérabilité des forêts méditerranéennes au changement climatique peut être accentuée par les procédés et pratiques de gestion actuels mal adaptés qui contribuent à une réduction radicale des fonctions régulatrices des écosystèmes, des ressources hydriques et de l'état de conservation de la couverture végétale et des sols.

La pénurie croissante d'eau et les épisodes extrêmes de vagues de chaleur, sécheresses et violentes tempêtes constituent l'authentique défi du changement climatique et sont probablement les principales causes des transformations irréversibles subies par les écosystèmes. Les processus de désertification que connaissent d'importantes zones de la région en sont un autre. Les incendies forestiers de ces dernières années ont montré une image claire des effets



dévastateurs de l'augmentation des températures dont les répercussions sont non seulement catastrophiques sur la vie animale et végétale, mais aussi sur les populations humaines. Ces répercussions dépendent principalement des biens et services environnementaux fournis par les forêts en tant que part de l'héritage économique et culturel d'une région dont la récupération, en cas d'incendie, prendrait des décennies.

## “ L'UICN-Med collabore avec diverses organisations pour trouver et mettre en place les meilleures solutions d'adaptation au changement ”

L'étude des conséquences des changements climatiques globaux antérieurs nous fournit quantité de données pour l'élaboration de stratégies et de plans d'action visant à augmenter la résilience de nos forêts dans un futur immédiat. A ces fins, l'UICN-Med collabore avec diverses organisations pour trouver et mettre en place les meilleures solutions d'adaptation au changement.

A la suite d'un atelier de travail international tenu à Athènes en avril 2008, l'UICN, la FAO et le WWF ont présenté au Congrès mondial de la nature des options et recommandations pour définir des stratégies efficaces d'adaptation des forêts et de leurs communautés rurales aux grands défis du changement climatique global. Ces institutions ont souligné à cette occasion la nécessité d'appliquer l'approche écosystémique à la conservation et à la gestion des forêts méditerranéennes au moyen de l'identification des causes de leur dégradation et d'une planification participative des usages territoriaux les plus adaptés au changement climatique ; d'incorporer le risque environnemental (par ex. les risques d'incendies, de pluies torrentielles, de sécheresse) à toutes les politiques sectorielles influant sur les territoires forestiers ; d'instaurer des pratiques de gestion et de restauration des ressources naturelles en prêtant une attention particulière au sol et à l'eau ; et d'élaborer des techniques forestières innovantes dans le but de réduire la vulnérabilité écologique et sociale face au changement climatique.

Il a ensuite été recommandé, durant le Congrès de Barcelone, de revoir les stratégies de conservation en favorisant la connectivité entre les aires forestières aidant à la dispersion des espèces, ce qui permettrait de restaurer la diversité génétique, spécifique et paysagère de ces zones ; d'estimer la valeur économique des biens et services apportés par les forêts et d'appuyer la création d'incitations économiques pour les communautés rurales des aires forestières ; et d'établir des systèmes de gouvernance efficaces. Enfin, le besoin de revoir la législation et d'instaurer des politiques plus flexibles permettant une rectification rapide des mauvaises pratiques de gestion, ainsi que l'intégration immédiate de nouvelles mesures d'adaptation efficaces, ont été mis en évidence.

### Plus de compétences pour la gestion des ressources

La lutte contre le changement climatique, le choix de certaines activités économiques sur un territoire donné ou la gestion d'un parc naturel permettant de générer des ressources économiques d'autofinancement sont des thématiques qui requièrent des connaissances et compétences qui ne sont pas toujours présentes dans les populations locales ou les agents qui voudraient les développer. L'UICN-Med travaille en collaboration avec ses membres et commissions pour répondre aux besoins de formation de ceux qui désirent préserver les écosystèmes et la biodiversité de façon efficace. Ainsi, grâce au réseau de collaborateurs, les informations et les expériences sont transmises et échangées entre les membres.

Des séances de formation ont donc été organisées pour les membres de l'UICN d'Afrique du Nord en encourageant leur participation et en finançant leur présence aux événements susceptibles d'améliorer leur capacité d'action dans la région. Le travail de formation de nos experts implique également la diffusion et la distribution d'informations dignes d'intérêt pour les pays méditerranéens, par exemple les critères et la méthodologie d'élaboration des Listes





rouges au niveau national ou l'envoi de publications et d'autres matériels de formation au sein du réseau de collaborateurs. Le personnel de l'UICN-Med a aussi participé activement à des cours et des conférences à l'échelle nationale et internationale, exposant les résultats des travaux développés au cours des dernières années et assurant ainsi la promotion de l'importance de protéger la biodiversité pour parvenir à un monde diversifié et durable.

### La formation aux valeurs de la conservation

La zone de Salum s'étend sur 600 km depuis Alexandrie, à l'est, jusqu'à la frontière libyenne, à l'ouest. Salum, seule zone du littoral occidental d'Égypte pratiquement intacte et vierge d'urbanisation, a été identifiée - au vu de sa valeur naturelle indéniable - comme étant l'endroit le plus adéquat pour l'établissement d'une aire protégée. On aspire ainsi à maximiser la conservation d'un ensemble représentatif et varié des ressources naturelles de la région. La conservation de la nature des zones côtières, de ses habitats spécifiques et de sa flore et de sa faune permettra de convertir ces ressources en une richesse importante pour l'industrie du tourisme aujourd'hui et pour les générations futures.

Pour faire comprendre la fragilité de ces ressources marines, 370 élèves de Salum, âgés de 12 et 13 ans, ont participé le 17 février 2008 à des activités éducatives en plein air. Pendant cette « Journée de la Nature », les jeunes se sont rapprochés de leur patrimoine écologique de façon interactive et dynamique. C'était la première fois que plus d'une vingtaine de professeurs, associés à l'équipe directrice du centre éducatif, relevaient le défi innovant de l'apprentissage en plein air centré sur la nature.

Avant cela, un atelier de travail avait déjà été organisé le 27 janvier 2008 pour discuter des aires marines protégées et de la nécessité de préserver les ressources naturelles en stimulant le débat entre les diverses parties impliquées. Soixante-dix personnes de Salum ont répondu présentes, parmi lesquelles figuraient des représentants des gouvernements

locaux et régionaux, de la garde côtière, de la sécurité nationale, ainsi que des chefs bédouins, consommateurs des ressources de la zone et citoyens d'influence reconnue.

Ces initiatives ont été entreprises dans le cadre d'une campagne de sensibilisation et d'information menée par l'ONG locale NCE (*Nature Conservation Egypt - Conservation de la nature d'Égypte*) en collaboration avec le NCS (*Nature Conservation Sector - Secteur de la conservation de la nature*) de l'Agence égyptienne pour les affaires environnementales (*Egyptian Environmental Affairs Agency, EEAA*) et le Centre éducatif de Wadi (*Wadi Educational Centre*). L'objectif de ces initiatives était de faire prendre conscience à la population locale et aux principales autorités de Salum de l'importance de l'enjeu et du rôle capital que peuvent jouer les aires marines protégées. Durant ces séances, les étapes clés à suivre ont été déterminées, comme l'analyse de l'importance d'un mécanisme de gestion communautaire pour l'administration de la zone et la coordination d'un programme de formation pour les enseignants locaux sur l'éducation pour la nature en plein air.

### Améliorer la gestion à Al Hoceima

La zone d'Al Hoceima, unique Parc National et Aire Marine Protégée (AMP) du Maroc sur sa façade méditerranéenne, est confrontée aujourd'hui à plusieurs défis de taille, notamment la gestion de ses ressources marines et terrestres. Malgré le fait qu'il constitue un habitat naturel pour de nombreuses espèces emblématiques de la Méditerranée, le manque de coordination efficace entre les actions de conservation et de développement à l'intérieur du parc, la pénurie des ressources humaines et financières indispensables, la nécessité de revoir le plan de gestion de la zone, la faiblesse des systèmes de gouvernance permettant d'impliquer la population locale dans la gestion et dans l'usage durable des ressources du parc, ainsi que la formation insuffisante des acteurs locaux, ont provoqué une série d'événements qui n'ont pas toujours servi la conservation des ressources et la gestion de cette zone protégée.

En vue de servir de point de rencontre et d'identifier les secteurs d'intervention les plus urgents et efficaces pour la protection des ressources du parc, et grâce à la participation du gouvernement et de la communauté locale, l'UICN-Med a mené à bien plusieurs réunions et missions pour rencontrer l'administration forestière chargée de la gestion du parc et l'appuyer dans les tâches de coordination des interventions des partenaires possibles dans la zone. La coopération entre les différents secteurs de la société est indispensable si l'on veut obtenir des résultats à moyen et long terme pour la conservation de la zone et valoriser la création de richesse et de sources de revenus durables pour la population locale.

## “ Le Parc National d'Al Hoceima accueille une haute biodiversité marine, une grande variété d'habitats, ainsi que d'importantes espèces vulnérables ”

Les diverses réunions tenues à Al Hoceima durant les six premiers mois de l'année 2008 avaient pour objectif d'identifier les divers agents actifs dans le parc et son environnement, d'analyser les projets menés par lesdits agents et de proposer des initiatives complémentaires afin de poursuivre les travaux en cours et d'établir un mécanisme de coordination adapté. Un autre objectif était de préparer la mise en marche du Plan d'action pour le Parc National d'Al Hoceima proposé par le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et la Lutte Contre la Désertification (HCEFLCD) et soutenu par le gouvernement espagnol. De même, les projets appuyés par le gouvernement espagnol pour le lancement du Plan de gestion du Parc d'Al Hoceima sont gérés par le Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN, SEO/Bird Life, le Mouvement pour la Paix (MPDL) et l'Association catalane pour le temps libre et la culture (*Associació Catalana pel temps Lliure i la Cultura* - ACTLC), en collaboration avec l'administrateur du Parc National d'Al Hoceima et le HCEFLCD. Ces organisations, ainsi que les organismes donateurs (Organisme autonome des parcs nationaux d'Espagne et Agence espagnole de coopération internationale pour le développement),

signeront un protocole avec le HCEFLCD pour l'exécution des actions en cours et prévues qui seront supervisées, révisées et approuvées par un comité de suivi formé de représentants de toutes les institutions impliquées. En outre, diverses autorités locales et nationales importantes, comme l'INRH (Institut National de Recherche Halieutique), des centres de recherche et des organisations non gouvernementales environnementales et sociales telles que l'Association AZIR pour la protection de l'environnement d'Al Hoceima, l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT) et le Réseau d'Associations du Parc Naturel d'Al Hoceima (RODPAL) joueront un rôle prépondérant dans l'exécution des actions prévues sur le terrain, l'objectif primordial étant de consolider la société civile et les institutions liées au parc et à la région d'Al Hoceima.



Le Parc National d'Al Hoceima est situé le long des falaises méditerranéennes du Maroc, dans l'exceptionnelle écorégion de la mer d'Alboran. Le parc accueille une haute biodiversité marine méditerranéenne et atlantique, une grande variété d'habitats (falaises à pic, grottes superficielles, fonds sablonneux), ainsi que d'importantes espèces vulnérables telles que l'aigle pêcheur (*Pandion haliaetus*), le corail rouge (*Corallium rubrum*) et la patelle géante (*Patella ferruginea*). Le Parc National d'Al Hoceima est une des quatre aires marines protégées (AMP) de la côte sud de la Méditerranée. Aider les membres de l'UICN à surmonter les obstacles entravant l'implantation et la gestion des AMP est un des principaux objectifs de notre Centre et contribue à atteindre l'objectif du CDB qui consiste à créer un réseau cohérent d'AMP méditerranéennes. En 2009, les travaux et la sélection des matériels de support se poursuivront pour instaurer des pratiques de protection marine et agroforestière mieux adaptées afin d'engager tous les acteurs dans le processus de gestion du parc, une tâche dont le succès dépend en grande partie de la volonté de coopération.



## Réalisation du Programme

# Attractions et perturbations de la Méditerranée

### La gouvernance : vers un dialogue concerté pour une protection écologique

Le premier pas vers une prise de conscience collective sur les menaces qui pèsent sur la Méditerranée fut de constituer une plate-forme de débat portant sur les questions les plus pressantes. Au-delà de leurs eaux territoriales et d'autres formes de protection marine de niveau national et international, le manque de gouvernance et de prérogatives de gestion au niveau des pays de la majorité de la région Méditerranée conduit à la méconnaissance et au non respect de ces zones ; il laisse en outre une certaine liberté d'action à tous ceux qui exercent une activité négative ou préjudiciable dans ces eaux. Les rejets incontrôlés de substances polluantes, les accidents maritimes ou la surpêche en haute mer peuvent avoir des effets catastrophiques sur la chaîne écologique. Ceux-ci se répercutent directement sur l'ensemble de la mer, ainsi que sur les ressources naturelles des pays limitrophes et plus lointains.

La partie occidentale de la Méditerranée constitue le cadre de travail de divers experts engagés dans la conservation de notre mer. Ces derniers ont instauré un dialogue pour identifier les principales menaces de la zone et examiner des formules efficaces de coopération, en passant en revue les outils légaux existants au niveau international et en encourageant une responsabilité partagée

pour la protection des biens qui constituent notre patrimoine commun. A l'UICN-Med, nous avons bon espoir que le modèle élaboré servira d'exemple à d'autres régions méditerranéennes de sorte que les différents éléments formant les eaux et courants de la mer Méditerranée puissent être partagés, tout en prêtant une attention particulière à la protection des habitats pélagiques de haute mer.

Le Centre a donc participé à un séminaire destiné aux juges et juristes espagnols pour discuter la gouvernance de la mer et les cadres de conservation. Le séminaire s'est déroulé à Cadix (Espagne) le 2 juin 2008. Ce même mois, nous avons assisté à la conférence de Paris sur « Un nouvel espace scientifique pour la Méditerranée ». Plus tard, en juillet 2008, un certain

“ ... divers experts ont instauré un dialogue pour identifier les principales menaces de la zone et examiner des formules efficaces de coopération ”



nombre de juristes, scientifiques et organisations internationales se sont réunis à Rabat (Maroc) pour débattre le régime de haute mer dans la région. Suite à un atelier de travail tenu lors du Congrès mondial de la nature de Barcelone, les membres de l'UICN ont adopté une résolution qui mènera à l'amélioration des mécanismes de gouvernance de la mer au cours des prochaines années.

### **Le trafic maritime : nouveau cap sur la biodiversité**

Le transport de marchandises et de personnes au sein d'une mer fermée est parfois mis à profit par des passagers clandestins, un inconvénient dont on ignore souvent l'existence. Des animaux et plantes sans billet voyagent d'un endroit à un autre, colonisant parfois des zones fragiles et envahissant l'espace d'autres organismes moins résistants. D'autres risques associés au trafic maritime comprennent les accidents d'embarcations avec des espèces marines telles que tortues, dauphins ou baleines ; la pollution des eaux par le rejet incontrôlé de déchets ; les déversements en mer de pétrole et autres substances hautement polluantes qui menacent les habitats et les espèces animales et végétales ; la simple pollution sonore, conséquence du passage des bateaux dans des zones de reproduction ou d'élevage d'animaux très sensibles au bruit.

Tous ces facteurs ont été l'objet de l'étude réalisée par l'UICN-Med en collaboration avec de nombreux experts. Les conclusions ont été publiées et présentées à l'occasion du Congrès mondial de la nature de Barcelone. Ces recherches ont porté sur les risques dérivés du trafic maritime et les mesures potentielles pour les réduire, ainsi que sur les instruments et cadres légaux existants applicables au transit en mer.

L'objectif de cette étude était d'une part d'identifier les lacunes juridiques éventuelles pouvant s'appliquer

aux entreprises et d'autre part d'encourager les pays méditerranéens à contrôler et faire respecter les lois, dans la mesure du possible. Ce projet a été réalisé grâce à l'appui du gouvernement italien et en réponse à la résolution du précédent Congrès mondial qui s'est déroulé à Bangkok (Thaïlande).

### **Aquaculture et environnement : la durabilité de la production**

L'accord de coopération entre la Fédération européenne des producteurs aquacoles et l'UICN a été renouvelé le 6 octobre 2008 sous l'égide de la convention de collaboration, également signée par le ministère de l'Environnement et du Milieu rural et marin d'Espagne. Au moyen d'un processus continu de débats et de consultations entre les divers secteurs intéressés (producteurs, administrations publiques, acteurs de la conservation et communautés locales), l'objectif est d'édicter une série de recommandations visant à faire de l'aquaculture une activité productive et durable d'un point de vue économique, environnemental, écologique et social.

Les avancées réalisées en 2008 comprennent l'organisation de plusieurs réunions de travail et des visites sur des lieux de production en Croatie, Espagne, Italie et Tunisie. Ces réunions avaient pour but de formuler des guides sur la sélection et la gestion d'emplacements pour l'aquaculture, les pratiques responsables et la certification. Le premier de la série, qui portait sur l'interaction entre l'aquaculture et l'environnement, a été publié en 2007.

Les réunions organisées à Malaga les 10 et 11 janvier et celles qui ont suivi à Alicante (Espagne) et à Split (Croatie) en mars ont contribué à donner forme au contenu de ces guides en tenant compte des aspects relatifs à la gestion intégrée des zones côtières. En juin, des questions liées à la certification et à l'étiquetage des produits issus de l'aquaculture ont été débattues à Hammamet (Tunisie).



Parallèlement, un projet pour l'analyse et la mise en œuvre d'une approche écosystémique dans le secteur a été élaboré en collaboration avec le Programme Nauta de l'AECID en prenant comme exemple deux pays à des stades de développement différents : l'Algérie et l'Égypte. Les conclusions découlant de l'élaboration d'une méthodologie commune soulignent l'importance des mécanismes de participation et de consultation des différents secteurs intéressés, ainsi que de la conscientisation de la société touchée par cette activité. Les principales difficultés faisant obstacle à la mise en œuvre de cette approche sont dues au manque de structures suffisantes de consultation et de gouvernance susceptibles de représenter les multiples acteurs nécessaires à sa mise en pratique. En effet, l'aquaculture est en concurrence avec d'autres activités économiques comme le tourisme ou le développement urbain. Par ailleurs, la présentation de diverses propositions aux gouvernements de la zone pour progresser dans la mise en œuvre de cette approche était au centre du projet.

## “ Des zones d'Égypte et d'Algérie ont servi d'études de cas pour la mise en œuvre de l'approche écosystémique dans le secteur de l'aquaculture en Méditerranée ”

La zone du triangle de Damiette, en Égypte, et celle de la Wilaya de Tipaza, en Algérie, ont servi d'études de cas pour la mise en œuvre de l'approche écosystémique dans le secteur de l'aquaculture en Méditerranée. Après une semaine de rencontres sur le terrain des différents acteurs des deux régions, des ateliers ont été organisés pour vérifier la méthodologie utilisée. Grâce à l'initiative de l'UICN-Med, du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et du Tourisme (MATET), du Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques (MPRH), du Commissariat National du Littoral (CNL), des scientifiques et des pêcheurs se sont réunis en mars à Tipaza (Algérie) dans le but de parvenir à une vision commune en matière de mécanismes de gouvernance sur le terrain et de discuter des questions pertinentes relatives aux écosystèmes. A Damiette (Égypte), la GAFRD

(General Authority for Fish Resources Development), le CLAR (Central Laboratory for Aquaculture Research), l'EEAA (Egyptian Environmental Affairs Agency), des scientifiques, des producteurs aquacoles et des coopératives de pêcheurs se sont réunis en avril dans le même but. A cette occasion, l'importance de l'écosystème du Triangle en matière de biodiversité et de ressources humaines pour les activités de la zone a été soulignée. Pour finir, un atelier de travail consacré aux modalités de mise en œuvre de l'approche écosystémique dans les zones côtières d'Afrique du Nord a été organisé en Tunisie.

Malgré les différences - l'aquaculture algérienne est une activité émergente, alors que c'est déjà une longue tradition en Égypte -, de nombreuses similitudes ont été mises en évidence. Les mêmes problèmes ont été soulevés dans les deux pays : surexploitation des ressources et problèmes d'aménagement du territoire, accompagnés de conflits entre agriculture, tourisme et aquaculture ; absence de données disponibles sur la pollution et la production ; problèmes liés au marché ; non-respect de la réglementation ; manque de communication entre les parties impliquées. Certains problèmes graves ont été traités durant la réunion en Égypte, comme par exemple l'absence de protection environnementale, la gestion de l'eau et des informations d'ordre environnemental. Des aspects positifs substantiels doivent néanmoins être évoqués. Ainsi, en Algérie, il faut souligner la disponibilité de données sur l'écosystème ; l'existence d'un programme favorisant l'aménagement du territoire et la protection du littoral géré par le CNL ; la prise de conscience de l'importance de l'approche intersectorielle ; le développement parallèle du tourisme et de l'aquaculture. En Égypte, on peut considérer comme très positive l'existence d'une véritable volonté de coopération de la part de la population et des autorités, ainsi que la création de l'association des producteurs aquacoles et l'importance de la productivité de l'écosystème du Triangle.





## Réalisation du Programme

# Ecosystèmes méditerranéens : une approche globale

### Les stratégies d'intervention dans les régions de montagne face au changement climatique

L'UICN-Med a réuni des représentants d'organisations membres de l'UICN et des experts régionaux d'organisations intergouvernementales, de gouvernements, de gestionnaires d'aires montagneuses protégées, de centres de recherche, d'ONG et du secteur privé à l'occasion d'un atelier de travail régional qui s'est tenu à Malaga le 11 décembre 2007, date qui coïncidait avec la Journée internationale de la montagne proclamée par les Nations Unies. Durant cette séance, les membres et experts ont analysé et discuté des problèmes liés à la conservation et au développement au sein des zones de montagne, ainsi que des lignes de travail prioritaires pour les montagnes méditerranéennes suite à l'analyse d'un certain nombre d'études de cas pour lesquels les stratégies et pratiques de gestion ont été couronnées de succès dans la région. Dans le but de partager les expériences analysées et de présenter les résultats obtenus lors de l'atelier, l'UICN-Med a publié un ouvrage comportant des études de cas, ainsi qu'une série de guides, regroupés en huit thèmes prioritaires, énonçant les stratégies et aspects clés de la conservation et du développement en zones montagneuses. Ces publications permettent de définir une stratégie globale adéquate en vue d'élaborer des plans d'action pour les chaînes montagneuses de la Méditerranée.

Parmi les conclusions dégagées lors de l'atelier, les participants se sont mis d'accord sur des questions capitales, au nombre desquelles la principale est la suivante : le défi majeur lié à la mise en œuvre de l'approche écosystémique de la conservation et de la gestion des montagnes méditerranéennes est sa composante sociale. En d'autres termes, il faut trouver des formules efficaces pour impliquer et doter de pouvoir les communautés locales par le biais d'un processus de participation transparent, équitable et inclusif en tenant compte de leurs points de vue et de leurs besoins, mais aussi en les associant aux mécanismes de prise de décision. Une participation active demande d'investir un temps considérable de



dialogue avec les populations locales afin de gagner leur confiance et de réaliser des efforts de communication et de sensibilisation substantiels tout en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes des populations rurales, ainsi qu'à l'utilisation de techniques facilitant la communication avec les populations illettrées, une réalité commune dans les montagnes du sud et de l'est de la région.

Maintenir des niveaux de vie adéquats pour les populations locales des montagnes sur leurs terres est une priorité des politiques de conservation et de développement durable ; pour cela, il faut non seulement tirer profit et encourager les opportunités économiques liées à l'identité culturelle de ces populations, mais aussi faire valoir la qualité des produits dérivés des ressources agroforestières des zones montagneuses. En effet, des produits de haute qualité comme les champignons, le fromage, le miel ou la viande dotés d'une dénomination d'origine géographique permettent de mettre en place des stratégies de marketing s'adressant aux territoires de montagne tout en stimulant un tourisme vert d'exception et en favorisant un développement économique diversifié des entreprises agrotouristiques liées aux secteurs de l'alimentation, de l'hôtellerie, de la restauration, des guides de la nature, etc. Or, il ne faut pas oublier que la montagne exige un nombre raisonnable d'habitants qui n'excède pas la capacité du système, ainsi que des pratiques agroforestières traditionnelles, l'ensemble étant essentiel pour prévenir la perte de biodiversité et la dégradation de l'environnement.

La création de systèmes de surveillance des effets du changement climatique dans les zones montagneuses, ainsi que la réponse et la capacité d'adaptation de leurs écosystèmes, constituent une priorité. Il est donc important d'établir des accords de coopération avec les réseaux régionaux existants afin de favoriser le partage d'expériences entre les zones de montagne pilotes particulièrement actives dans le nord de la région et leur extension aux zones du sud et de l'est de celle-ci. De même, il est indispensable d'établir des réseaux de restauration des paysages de montagne prioritaires pour faciliter la mise en œuvre de pratiques de récupération adaptées des écosystèmes et des populations locales après la survenue de grandes perturbations environnementales comme les incendies forestiers. Ces réseaux doivent également s'efforcer de réduire le risque d'une nouvelle perturbation et de créer des conditions écologiques, sociales et culturelles plus résilientes au changement climatique global. La reconnaissance de la valeur des systèmes traditionnels agroforestiers dans le maintien de la

diversité des espèces végétales et de la variété du paysage permet de les prendre en compte lorsqu'il s'agit de concevoir des instruments de lutte contre les effets du changement climatique et ses répercussions sur les populations des régions montagneuses.

### **Les priorités communes pour l'Afrique du Nord**

La réunion tenue en Tunisie en mars 2008, ainsi que diverses consultations et séances de travail ultérieures dans le cadre du Congrès mondial de la nature de Barcelone, ont vu la concrétisation d'une grande partie des attentes des membres de l'UICN dans les cinq pays d'Afrique du Nord dans de nombreuses activités spécifiques faisant partie des priorités identifiées en 2008 et dans l'élaboration d'un programme sous-régional. La réponse aux besoins de formation et au partage d'expériences nord-sud et est-ouest s'est traduite par la planification de plateformes de dialogue et de séances informatives pour définir un cadre de travail concret. Des champs d'intervention prioritaires comme la collaboration des gouvernements et de la société civile avec le secteur privé dans des matières liées à la conservation de la biodiversité, aux énergies renouvelables, au tourisme, aux systèmes agraires et forestiers, à l'adaptation au changement climatique et au développement de l'aquaculture sont des composantes fondamentales de ce programme sous-régional.

L'UICN-Med oeuvre pour mettre à la disposition de ses membres et partenaires d'Afrique du Nord des experts, mais aussi pour partager les expériences tirées des différents programmes et commissions, en particulier ceux relatifs aux espèces, à la conservation de la biodiversité, à la gestion des aires protégées, à la gestion communautaire pour l'usage durable des ressources, aux systèmes de gouvernance et à d'autres instruments efficaces d'aide à la prise de décisions liées à la conservation de la nature et au développement durable. Le programme accorde une importance particulière aux mesures qui doivent être prises pour assurer une adaptation des écosystèmes et des populations aux effets du changement climatique. Ces mesures concernent les points de gouvernance, le renforcement des capacités et les besoins en termes de formation et de partage d'expériences. Une attention particulière doit être prêtée aux territoires les plus fragiles d'Afrique du Nord tels que les zones de montagne, arides et côtières. Le programme a pour but de rassembler les moyens nécessaires pour garantir un développement socio-économique équitable pour les populations d'Afrique du Nord en tenant compte également du problème du statut des femmes.



## Réalisation du Programme

# Comprendre le vivant pour préserver l'équilibre

### Compléter la vision au niveau régional

Les principales organisations actives dans la conservation marine de la région sont tombées d'accord, après débat, pour améliorer la coordination et collaborer pour le bien de la biodiversité marine. Le Centre d'Activités Régionales pour les Aires Spécialement Protégées (CAR/ASP) du Plan d'action pour la Méditerranée, l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone atlantique adjacente (ACCOBAMS), le Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée (MedPAN), le WWF, l'UICN et ses commissions ont uni leurs forces pour mettre leur travail en commun et maximiser les résultats de leurs actions. Pour ce faire, le projet Med-RAS intitulé « Identifier les aires et les espèces représentatives prioritaires en Méditerranée afin de les conserver » a été présenté à Barcelone en octobre 2008. Cette initiative de collaboration, d'une durée de deux ans, a ouvert la voie à un projet de nature scientifique qui rassemblera des données relatives aux habitats, aux espèces et aux paysages marins pour identifier les priorités de conservations au moyen d'une collaboration étroite et au bénéfice de la région méditerranéenne dans son ensemble. De plus, différentes réunions d'experts mondiaux et régionaux ont eu lieu ultérieurement. Ces réunions ont permis d'établir un cadre de travail pour la méthodologie de détermination des aires marines méditerranéennes à protéger en priorité. Ce travail a été présenté lors de la Conférence mondiale sur la biodiversité marine de Valence (Espagne) qui s'est déroulée du 12 au 15 novembre 2008. En février 2008 s'est tenu à Sète (France) un atelier d'experts de la Méditerranée afin d'élaborer la Liste rouge des poissons marins menacés. L'UICN-Med participe également aux réunions du comité scientifique de l'ACCOBAMS pour la protection des cétacés de la région.

Une réunion sur le thème de l'eau douce s'est déroulée au Cameroun avec la participation du groupe de direction du projet international pour l'intégration des informations sur la biodiversité en eau douce dans les processus de prise de décision en Afrique. Celui-ci encourage la prise en compte des données relatives aux espèces dans les plans de gestion du site pilote du fleuve Moulouya au Maroc, plusieurs réunions ayant déjà eu lieu avec les parties intéressées de la zone. Divers modes de collaboration avec le Centre pour la coopération en Méditerranée de la Croix-Rouge sont également envisagés. Par ailleurs,



les activités de l'UICN en Méditerranée ont été présentées en novembre à Séville lors de la conférence sur la biodiversité en eau douce.

## “ La Méditerranée : « point chaud pour la biodiversité » à l'échelle mondiale ”

L'UICN-Med a aussi publié un résumé portant sur l'état de conservation de la biodiversité en Méditerranée, lieu qualifié de « point chaud pour la biodiversité » à l'échelle mondiale. Une série de fiches informatives comportant les données principales affectant les espèces de la région a en outre été préparée : amphibiens, reptiles, poissons endémiques d'eau douce, requins, cétacés et principales plantes menacées dans les îles, déjà localisables sur Google Earth®.

En décembre 2008, l'UICN-Med a participé à une rencontre réunissant les principaux acteurs régionaux et donateurs à la Tour du Valat (France). Lors de cette réunion, la situation actuelle du bassin méditerranéen, les données disponibles sur la biodiversité et les facteurs socio-économiques, l'existence de lacunes éventuelles et les réseaux actuels ont été abordés en vue de poser les premiers jalons d'une stratégie de conservation régionale et de définir les priorités de financement.



Au cours de la Conférence européenne sur les espèces exotiques envahissantes organisée en collaboration avec l'Union européenne à Madrid, en janvier, les travaux à l'échelle méditerranéenne menés par le Centre ont également été présentés, comme



par exemple la plate-forme d'information en ligne sur les espèces exotiques envahissantes.

### Compléter les connaissances sur la biodiversité au niveau national

Dans le but d'appuyer le deuxième objectif de la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB), l'UICN a conçu une nouvelle méthodologie, basée sur les critères de la Liste rouge de l'UICN, qui permet d'effectuer des évaluations préliminaires rapides de l'état de conservation des espèces végétales. A ces fins, un logiciel disponible en ligne pour les évaluations rapides (« RapidList ») a été conçu. Dans ce programme informatique, les espèces de plantes se divisent en trois catégories : « Probablement Pas Menacée », « Probablement Menacée » et « Données Probablement Insuffisantes ».

L'Initiative d'évaluation de la biodiversité méditerranéenne se penche actuellement sur l'évaluation des principales plantes endémiques nationales. En mars, plus de 80 plantes endémiques (strictement endémiques de Tunisie ou d'Algérie-Tunisie) ont été évaluées en Tunisie, la plupart étant classées dans les catégories « Probablement Menacée » et « Données Probablement Insuffisantes ». Du 11 au 13 mars 2008 s'est tenu un groupe de travail à l'Institut national agronomique de Tunisie (INAT) auquel ont participé huit spécialistes du ministère de l'Environnement et d'autres institutions académiques, ainsi que neuf étudiants du Master en phyto-ressources et biotechnologie de l'INAT pour y recevoir une formation sur les méthodologies de l'UICN.

L'UICN-Med soutient également les pays méditerranéens dans leurs efforts d'élaboration de processus et de structures nationales permettant d'évaluer l'état de leur faune et de leur flore au niveau national. De plus, l'UICN-Med aide les pays méditerranéens à atteindre les objectifs de leurs engagements internationaux (principalement ceux de la Convention sur la diversité biologique, de la CITES

et de la Convention de Barcelone). La Tunisie est un des pays méditerranéens ayant sollicité officiellement l'appui de l'UICN pour mettre en place un instrument efficace de conservation au niveau national.

### **Gestion intégrale de lutte contre les incendies au Liban**

L'UICN-Med travaille en étroite collaboration avec le comité national établi par le gouvernement libanais pour revoir la stratégie nationale de lutte et de prévention contre les incendies. Ce comité est formé du Ministère de l'Environnement, du Ministère de l'Agriculture, de l'Armée libanaise, de la Défense civile et de l'organisation non gouvernementale, l'Association pour le Développement et la Conservation des Forêts (AFDC). Le processus est coordonné par le Ministère de l'Environnement et l'AFDC.

L'UICN a contribué à l'élaboration de cette nouvelle stratégie de par sa participation aux réunions de planification du processus de révision du plan national en mai et en octobre ; son appui technique lors de la définition des contenus de la nouvelle stratégie intégrale de réduction des risques d'incendie, de prévention, de préparation, de lutte et de restauration après incendie, avec le concours du Plan de lutte contre les incendies de forêt d'Andalousie (*Plan de Lucha contra los Incendios Forestales de Andalucía - INFOCA*), du Plan spécial d'urgence pour les incendies forestiers de Catalogne (*Pla Especial d'Emergències per Incendis Forestals de Catalunya - INFOCAT*) ; les expériences de restauration après incendie de l'Université de Grenade, du Centre technologique forestier de Catalogne (*Centro Tecnológico Forestal de Cataluña - CTFC*), du Centre de recherche écologique et applications forestières (*Centre de Recerca Ecològica i Aplicacions Forestals - CREAF*) et du Centre d'études environnementales de la Méditerranée (*Centro de Estudios Ambientales del Mediterráneo - CEAM*).

La proposition de l'UICN-Med a été considérée comme la meilleure option pour la révision de la stratégie nationale, ce qui a mené à son approbation finale en décembre 2008.

“ La Tunisie a sollicité l'appui de l'UICN pour mettre en place un instrument efficace de conservation au niveau national ”

### **Conservation de la biodiversité marine au Liban**

Le Plan d'action 2009-2010 et le Mémoire d'accord ont été négociés avec le Ministère de l'Environnement du Liban suite à plusieurs visites de terrain et réunions avec des fonctionnaires libanais. Ils ont été signés par l'UICN-Med le 27 novembre dernier. Ces documents seront traduits en arabe par le Ministère libanais à des fins d'approbation finale par le Conseil des ministres et diverses activités spécifiques seront lancées début 2009. Un expert de l'UICN sera affecté au Ministère de l'Environnement libanais pour renforcer la capacité institutionnelle dans le secteur marin au niveau de la gestion et de la surveillance.





## Réalisation du Programme

# Biens et services fournis par la nature au secteur privé

### Le secteur privé

L'UICN-Med a engagé un dialogue avec diverses entreprises depuis ses bureaux en Espagne. La motivation poussant le secteur privé à chercher l'appui de l'UICN est souvent liée à l'intégration dans les opérations industrielles de connaissances scientifiques relatives à la conservation de la biodiversité, principalement sur les lieux de production. En 2008, plusieurs sociétés ont sollicité une assistance pour analyser et minimiser l'impact de leurs activités dans les zones où sont implantées leurs installations. Elles ont également cherché à améliorer leur fonctionnement et leurs procédures internes en encourageant la communication et la formation du personnel au développement durable. L'entreprise Holcim et Cepsa ont bénéficié de l'appui de l'UICN-Med sous la forme de présentations techniques offertes à leurs employés et leurs partenaires importants durant des cycles de conférences.

Le dialogue entre le Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN et le secteur privé de la région méditerranéenne se renforce de plus en plus. Il permet de développer des solutions et de discuter de considérations techniques pour assurer une meilleure gestion des ressources naturelles dans certaines domaines d'activités économiques de la région. En effet, l'UICN-Med a déjà entamé de nombreuses réflexions stratégiques et discussions avec des organismes et entreprises du secteur du tourisme durable et des énergies renouvelables, ainsi qu'avec d'autres acteurs du secteur des énergies conventionnelles (Cepsa, BG en Tunisie, Repsol et Shell en Libye) qui ont un impact considérable sur la biodiversité et les phénomènes climatiques.

L'engagement du Centre avec le secteur privé est encore récent, et son objectif prioritaire est de développer des relations de confiance et de compréhension mutuelles avant de lancer des activités de terrains communes en faveur de la conservation. L'UICN-Med travaille toujours

en étroite collaboration avec le Siège et le Programme « Business et Biodiversité ». C'est ainsi que le Centre a été invité à participer à la mission du panel d'experts indépendants UICN-Holcim, du 9 au 14 juin 2008, dans le but de mieux comprendre les activités de l'entreprise et d'étudier les perspectives potentielles de collaboration dans la région méditerranéenne.

Conformément à sa vocation d'orienter les entreprises vers une intégration des aspects relatifs à la conservation de la biodiversité au cœur de leurs opérations économiques, l'UICN-Med encourage et propose l'utilisation d'instruments et la mise en œuvre d'une méthodologie d'intervention pour que les opérateurs puissent obtenir une contribution réellement positive (bénéfices nets en biodiversité) sur le plan environnemental, mais aussi sur le plan socio-économique (populations locales, création d'emplois, etc.), particulièrement à travers son programme spécifique de développement en Afrique du Nord pour la période 2008-2012.

Avec cet objectif et dans l'esprit des dernières recommandations formulées lors de l'atelier de mars 2008 en Tunisie, les membres d'Afrique du Nord ont exprimé leur désir de créer un comité ou une plateforme de discussion avec le secteur privé pour engager certaines entreprises dans des actions pilotes de développement durable et local.





## Réalisation du Programme

# Les priorités méditerranéennes pour l'avenir

### Le Congrès mondial de la nature

Lors des votes qui se sont tenus à l'Assemblée des membres de l'UICN à l'occasion du Congrès de Barcelone, sept résolutions et six recommandations d'importance directe pour la zone méditerranéenne ont été approuvées, sur un total de 144 motions étudiées. Ces documents, qui reflètent les préoccupations et priorités d'action qui seront celles des membres, du secrétariat et des collaborateurs de l'UICN durant les quatre prochaines années, portent principalement sur les thèmes suivants :

#### ▪ Résolutions

- Conservation et reconstitution des populations de phoques moines méditerranéennes
- Conservation de l'habitat du lynx ibérique
- Accélération des progrès d'établissement d'aires marines protégées et création de réseaux d'aires marines protégées
- Organisations de pêche artisanale oeuvrant pour la gestion durable de la Méditerranée
- Le Grand corridor de connectivité écologique : Monts cantabriques - Pyrénées - Massif central - Alpes occidentales
- Gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée : la Convention de Barcelone
- Amélioration de la gouvernance de la mer Méditerranée



#### ▪ Recommandations

- Coopération entre les membres et les Comités d'Amérique latine et de Méditerranée
- Accroissement du rythme et de l'ampleur de la conservation du biome méditerranéen
- Développement des catégories V et VI des aires protégées pour la conservation de la biodiversité
- Conservation de la péninsule ibérique occidentale
- Conservation de l'Ebre
- Impact sur l'environnement de la production d'énergie éolienne dans les régions de montagne d'Espagne et du Portugal



# Répondre la bonne parole

Grâce au Congrès mondial de la nature, les médias espagnols, méditerranéens et internationaux ont pu découvrir et faire connaître l'importance de ce parlement démocratique pour la politique de conservation des ressources de la planète. Le suivi médiatique en Espagne a doublé en 2008. Nous sommes ainsi passés de 2 715 mentions dans la presse électronique en 2007 à 4 192 en 2008. Si nous ne prenons en compte que le suivi réalisé au cours du mois d'octobre 2008, nous relevons 927 mentions dans les principaux médias, parmi lesquels on peut souligner 59 passages à la télévision et 97 à la radio.

A la suite du fameux rapport Stern, la presse et les citoyens ont manifesté un grand intérêt pour la valeur économique des biens et services offerts par les écosystèmes, à savoir comment estimer la valeur de l'eau, des plantes ou d'une montagne. Il s'agit de donner une valeur monétaire à des valeurs considérées auparavant comme spirituelles ou intangibles, utilisables par l'industrie et le commerce, basés sur des chiffres économiques et un capital financier. On peut ainsi démontrer que, sans matières premières, c'est-à-dire sans biens naturels, il n'existerait ni développement ni économie locale ou mondiale.

## “ Le suivi médiatique en Espagne a doublé en 2008 ”

Cet effort supplémentaire pour démontrer que la nature est un élément indispensable dans un paysage de modernité et de développement a conduit l'UICN-Med à concevoir de nouveaux instruments d'information et de communication susceptibles d'être diffusés au-delà des canaux habituels. Nous avons de cette façon commencé le développement d'une nouvelle base de données pour gérer nos communications avec tous nos membres et collaborateurs et pouvoir ainsi personnaliser

le type d'information et de données qui leur parvient. Nous recherchons avec ce nouvel instrument une rationalisation du flux de messages dans cette ère d'information où l'on reçoit en général trop de données sans réel intérêt.

L'UICN a également adopté un nouveau logo et lancé un nouveau site Internet basé sur un système de gestion des contenus. Les données relatives aux activités du bureau méditerranéen seront incluses à partir de cette année dans le nouveau site global de l'UICN. Néanmoins, les informations et la documentation produites entre 2001 et 2007 seront toujours à la disposition du public sur la page web : <http://www.uicnmed.org>.



Notre bulletin électronique a aussi changé de style et est disponible en trois langues, au format PDF pour en faciliter la diffusion. Parmi les autres nouveaux produits de communication figurent des fiches informatives sur des projets et initiatives, ainsi qu'une nouvelle publication trilingue intitulée « Mosaïque méditerranéenne », présentée à Barcelone à l'occasion du Congrès. Elle expose les activités développées par le Centre de coopération pour la Méditerranée depuis sa création au début du siècle, ainsi que des données sur l'histoire et l'écologie de la région.

En outre, dans le but de faire mieux connaître ses activités et de partager ses connaissances sur la conservation et le développement, le personnel du Centre a investi en 2008 des efforts considérables pour apporter sa contribution active sous forme de cours et de conférences en Espagne, sur des thématiques de conservation nationales et internationales.



# Publications et ressources

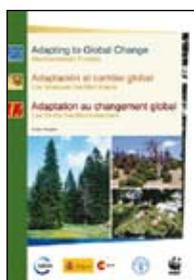
## L'UICN sur Internet

Nos publications et rapports peuvent être téléchargés en version numérique à partir de notre page web : <http://www.iucn.org/mediterranean>.

Veillez visitez <http://www.iucnmed.org> pour toute documentation antérieure à 2008.

Si vous désirez être tenu au courant de nos activités, vous pouvez vous inscrire sur notre site Internet à Medflashnews, notre bulletin d'information électronique disponible en trois langues.

## Livres



### Adaptation au changement global

#### Les forêts méditerranéennes

Cette publication représente une première étape dans le développement d'un programme de travail et de stratégie commun sur l'adaptation des forêts méditerranéennes au changement climatique. Elle a été élaborée grâce aux contributions d'organisations internationales comme la FAO, le PNUD, la GTZ, le WWF et l'UICN, ainsi que de leurs partenaires et organisations membres, de gestionnaires et usagers de la forêt, de gouvernements, d'institutions de recherche et du secteur privé.

Disponible en anglais, français et espagnol (édition trilingue)

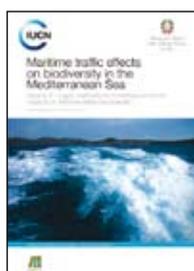


### Effets du trafic maritime sur la biodiversité en Méditerranée

#### Volume I : Examen des impacts, zones prioritaires et mesures de mitigation

La Méditerranée est une mer fermée particulièrement sensible aux impacts des navires à cause du grand nombre de routes maritimes qui la traversent, de la longue histoire de son utilisation, de la vulnérabilité de ses habitats de faible profondeur et de la fragilité des écosystèmes de ses fonds marins. Ce rapport décrit les effets potentiels du trafic maritime en Méditerranée et préconise des mesures pour leur gestion et leur mitigation.

Disponible en anglais



### Effets du trafic maritime sur la biodiversité en Méditerranée

#### Volume II : Mécanismes légaux face à l'impact maritime sur la biodiversité méditerranéenne

L'élaboration d'un cadre de travail englobant les intérêts du secteur de la navigation et du transport maritime, ainsi que la protection du milieu et de la biodiversité marins est le défi auquel sont confrontés les hommes politiques et législateurs internationaux. Un des résultats de l'atelier de travail tenu à Istanbul en septembre 2007 fut la préparation de quatre documents de référence comportant les mesures existantes, qui sont repris dans ce volume.

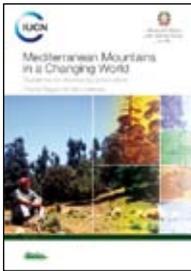
Disponible en anglais



### **L'état des aires marines protégées en Méditerranée**

Cette étude de l'état des aires marines protégées en Méditerranée est le fruit d'un travail de collaboration entre l'UICN, le WWF et MedPAN (le Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée), avec la participation du CAR/ASP et d'une centaine d'agences administratrices et gestionnaires d'AMP.

Disponible en anglais



### **Les montagnes méditerranéennes dans un monde changeant**

#### **Guide pour la conception de plans d'action**

Ce livre de référence, basé sur l'atelier de travail qui s'est déroulé à Malaga en décembre 2007, réunit les résultats du riche débat né des cas d'étude représentatifs d'expériences pratiques dans la conservation et la gestion des montagnes méditerranéennes face aux défis que le changement climatique global imposera aux pays de la région dans un avenir proche.

Disponible en anglais



### **Mosaïque méditerranéenne**

La mosaïque est une expression artistique originaire de la Méditerranée parce que la région elle-même est une mosaïque de réalités imbriquées les unes dans les autres. La clé de la richesse naturelle de la Méditerranée est sa multiplicité d'habitats juxtaposés dans un espace conditionné par une orographie capricieuse. Cet ouvrage de l'UICN offre une perspective historique et un panoramique des divers éléments qui façonnent la nature et les peuples de la région.

Disponible en anglais, français et espagnol (édition trilingue)

## Rapports



### **La Méditerranée : menace sur un haut lieu de la biodiversité**

Ce chapitre, inclus dans la nouvelle publication de la Liste rouge 2008, offre une vision d'ensemble de l'état des principales espèces évaluées au niveau régional : mammifères, oiseaux, libellules, crustacés, poissons cartilagineux, amphibiens, reptiles et poissons endémiques d'eau douce. Il fournit également une analyse géographique de leur distribution et des menaces et mesures de conservation pour leur protection, le tout illustré de nombreuses cartes et photos.

Disponible en anglais en version électronique



### **Réflexions méditerranéennes 2007**

Rapport des résultats du travail mené en 2007 par le Centre de coopération pour la Méditerranée à Malaga, année où s'est tenue la réunion des membres de la région et au cours de laquelle le programme de travail pour les prochaines années, y compris le nouveau programme pour l'Afrique du Nord, a été élaboré.

Disponible en anglais, français et espagnol

## Fiches techniques

L'objectif de ces feuillets informatifs est de présenter de manière concise les données les plus remarquables des projets et études récents menés à bien par l'UICN-Med.



### **La Méditerranée : menace sur un haut lieu de la biodiversité**

Présentation des conclusions tirées de l'évaluation des groupes d'espèces évalués jusqu'à présent, avec statistiques, cartes, menaces et solutions proposées pour la conservation de la biodiversité méditerranéenne.

Disponible en anglais, français et espagnol



### **Conservation de la biodiversité marine**

Résumé de l'état de conservation de la Méditerranée et des projets et initiatives développés par l'UICN-Med en collaboration avec ses partenaires pour la protection des principaux habitats et espèces.

Disponible en anglais et espagnol

## **Développement durable de l'aquaculture méditerranéenne**

Cette série de recommandations pratiques s'adresse aux décideurs et aux producteurs aquacoles. Son but est de faire de l'aquaculture un exemple de durabilité dans la région en garantissant la sécurité alimentaire et en servant de complément à la diminution croissante des activités de pêche en mer.



### **Interactions entre l'aquaculture et l'environnement**

Cette fiche technique offre une vision générale du guide publié en 2007. Un groupe d'experts méditerranéens de profils variés (scientifiques, administration publique et producteurs) y débattent les thèmes suivants : domestication, introduction d'espèces marines, capture des stocks sauvages, ingrédients des aliments, matières organiques dans les effluents, transfert de pathogènes, produits thérapeutiques, procédés antifouling et répercussions sur la faune et la flore locales.

Disponibles en anglais et espagnol



### **Sélection et gestion d'emplacements pour l'aquaculture**

La majeure partie des problèmes qu'affronte l'aquaculture dans son développement est due à la prise de mauvaises décisions durant le processus de sélection et de gestion des emplacements d'aquaculture. Cette fiche est un résumé du guide structuré en trois sections principales : concepts à appliquer en pratique, comme l'importance de la connaissance ou l'approche participative ; cadres légaux, sectoriels et organisationnels ; méthodes et instruments tels que les systèmes d'information géographique (SIG) ou l'approche écosystémique.

Disponibles en anglais et espagnol



### **Pratiques responsables et certification en aquaculture**

Cette fiche technique se réfère au guide qui concerne quatre thèmes principaux : codes de conduites et meilleures pratiques ; fondements pour les procédés de certification ; classification des procédés de certification ; certification pour la durabilité. Même s'il semble difficile de certifier les trois piliers de la durabilité, à savoir environnemental, social et économique. Ce guide fournit des considérations et idées préliminaires pour aborder la certification pour la durabilité.

Disponibles en anglais et espagnol



### Approche écosystémique de l'aquaculture méditerranéenne Deux études de cas en Egypte et Algérie

En se basant sur les 12 principes de l'approche écosystémique définie par la Convention sur la diversité biologique, l'UICN a développé une méthodologie en cinq phases pour la mise en œuvre de cette approche. Les deux études de cas ont permis de valider la méthodologie et ont mené à la proposition de projets réalisables dans les deux pays avec le soutien des gouvernements respectifs.

Disponibles en anglais et espagnol

### Liste rouge des espèces menacées

La Liste rouge de l'UICN comprend des espèces qui ont été évaluées selon les catégories et critères de l'Union. Pour chaque espèce sont indiqués la catégorie de menace et les critères principaux et la zone où vit l'espèce, ainsi que des actions concrètes pour éviter son extinction.



### Amphibiens méditerranéens

Parmi les 115 espèces d'amphibiens (grenouilles, crapauds, tritons et salamandres) que l'on trouve dans les pays méditerranéens, une diversité bien supérieure à celle de l'Europe centrale et septentrionale, 28,7 % sont menacées d'extinction.

### Poissons cartilagineux de la Méditerranée

Les requins jouent un rôle primordial dans la chaîne alimentaire de la Méditerranée. En tant que prédateurs, ils s'alimentent de proies malades ou faibles et préservent la bonne santé des écosystèmes marins.

### Cétacés de la Méditerranée et de la mer Noire

Neuf cétacés sont considérés comme menacés dans le bassin méditerranéen, parmi lesquels figurent les populations méditerranéennes du cachalot (*Physeter macrocephalus*) et du dauphin commun (*Delphinus delphis*).

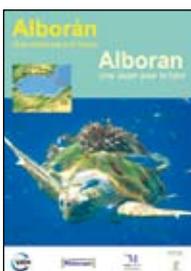
### Poissons d'eau douce endémiques de la Méditerranée

La pollution des eaux et l'extraction de ressources hydriques sont actuellement les deux menaces principales pour l'avenir des poissons endémiques du bassin méditerranéen.

### Reptiles méditerranéens

Les habitats arides et semi-arides caractéristiques de la région méditerranéenne constituent un milieu idéal pour ces reptiles ; près de la moitié des espèces de la région (170 au total) sont endémiques.

Disponibles en anglais et espagnol



### Mer d'Alborán : une vision pour l'avenir

Les principales menaces et opportunités pour cette mer partagée entre l'Espagne, le Maroc et l'Algérie sont l'objet de cette brochure élaborée par les principaux partenaires du projet.

Disponible en espagnol et français (version bilingue)



# Allocation de fonds

En 2008, le bureau Méditerranéen a géré un budget de plus de 2,6 millions d'euros destiné aux points suivants :

- Adaptation au changement climatique pour la conservation et la gestion des forêts méditerranéennes
- Soutien à l'Égypte pour la création d'aires marines protégées
- Soutien à l'organisation du IVe Congrès mondial de la nature à Barcelone
- Soutien à la sécurité et aux moyens de subsistance durables par le développement de systèmes de gouvernance et la gestion durable de ressources agroforestières dans des zones prioritaires d'Afrique du Nord
- Renforcement de la sensibilisation aux thématiques de genre et au développement d'une approche équitable dans la conservation de la nature et l'usage durable des ressources en confiant des responsabilités aux femmes
- Formation pour la mise sur pied d'un réseau représentatif des aires marines protégées de la Méditerranée, en particulier au Liban
- Conservation de la biodiversité et de l'exploitation durable des ressources marines et d'eau douce dans des zones hautement prioritaires en Méditerranée
- Conservation et développement durable de la mer d'Alboran
- Développement du Programme pour l'Afrique du Nord
- Etude méthodologique pour une approche écosystémique de l'aquaculture
- Evaluation de la biodiversité méditerranéenne : poissons marins, mammifères et espèces d'eau douce
- Encouragement au dialogue avec le secteur privé pour l'intégration de la biodiversité à ses activités
- Formation d'experts régionaux et de gestionnaires en méthodologie d'évaluation de l'état de conservation de la biodiversité
- Formation sur des politiques de changement climatique pour l'Afrique du Nord
- Formation au contrôle des incendies forestiers au Liban et à la restauration postincendie dans des zones pilotes
- Guides pour le développement durable de l'aquaculture méditerranéenne : sélection et gestion des emplacements, et certification d'origine
- Identification des aires et espèces représentatives prioritaires pour leur conservation en Méditerranée
- Inclusion de nouvelles technologies de l'information et de la communication (SIG, bases de données, Google®...)
- Les montagnes méditerranéennes dans un monde changeant : stratégies pour le développement de plans d'action
- Liste rouge nationale des plantes en Tunisie
- Amélioration de la gouvernance en haute mer en Méditerranée occidentale
- Amélioration de la gestion du Parc National d'Al Hoceima au Maroc
- Processus participatif pour l'élaboration du plan quadriennal 2009-2012
- Programme de coopération Égypte-Italie pour l'environnement
- Risques du trafic maritime pour la biodiversité en Méditerranée : cadre légal et mesures de mitigation des impacts



# L'équipe de Malaga



**Margarita ASTRALAGA**  
Directrice  
[margarita.astralaga@iucn.org](mailto:margarita.astralaga@iucn.org)



**Andrés ALCANTARA**  
Responsable des relations  
institutionnelles en Espagne  
[andres.alcantara@iucn.org](mailto:andres.alcantara@iucn.org)



**Annabelle CUTTELOD**  
Coordinatrice Liste rouge  
[annabelle.cuttelod@iucn.org](mailto:annabelle.cuttelod@iucn.org)



**Alain JEUDY DE GRISSAC**  
Responsable de Programme -  
Conservation du milieu marin  
[alain.jeudy@iucn.org](mailto:alain.jeudy@iucn.org)



**Marina GOMEI**  
Responsable de projet, biodiversité  
marine et science de la conservation  
[marina.gomei@iucn.org](mailto:marina.gomei@iucn.org)



**Sarah GOTHEIL**  
Assistante aquaculture et pêche  
(transférée depuis le siège en Suisse)  
[sarah.gotheil@iucn.org](mailto:sarah.gotheil@iucn.org)



**Mohamed KARMASS**  
Responsable administration et  
finances  
[mohamed.karmass@iucn.org](mailto:mohamed.karmass@iucn.org)



**Miriam PUGA**  
Assistante finances  
[miriam.puga@iucn.org](mailto:miriam.puga@iucn.org)



**Sonsoles SAN ROMAN**  
Responsable de communication  
[sonsoles.sanroman@iucn.org](mailto:sonsoles.sanroman@iucn.org)



**Sandra SIMOES**  
Assistante aquaculture  
[sandra.simoese@iucn.org](mailto:sandra.simoese@iucn.org)

Co-responsables internationaux du programme de  
coopération pour l'environnement Egypte-Italie :

- **Dan Paleczny**
- **Cosimo Tendi**

Et à Cambridge, Royaume-Uni :

- **Melanie Bilz**, pour l'évaluation des plantes méditerranéennes
- **Helen Temple**, pour l'évaluation des mammifères



**Rami ABU SALMAN**  
Chef de Programme  
[rami.salman@iucn.org](mailto:rami.salman@iucn.org)



**Pedro REGATO**  
Responsable de Programme - gestion  
d'écosystèmes et développement  
[pedro.regato@iucn.org](mailto:pedro.regato@iucn.org)



**Dania ABDUL MALAK**  
Assistante du Programme  
méditerranéen des espèces  
[dania.abdulmalak@iucn.org](mailto:dania.abdulmalak@iucn.org)



**Ameer ABDULLA**  
Spécialiste en biodiversité marine et  
science de la conservation  
[ameer.abdulla@iucn.org](mailto:ameer.abdulla@iucn.org)



**François SIMARD**  
Conseiller pêche et affaires  
maritimes  
[francois.simard@iucn.org](mailto:francois.simard@iucn.org)



**Aymeric EECKMAN**  
Responsable de Programme - secteur  
privé et développement durable  
[aymeric.eeckman@iucn.org](mailto:aymeric.eeckman@iucn.org)



**Andrea MARSHALL**  
Assistante finances  
[andrea.marshall@iucn.org](mailto:andrea.marshall@iucn.org)



**Arantxa CENDOYA**  
Assistante de direction  
[arantxa.cendoya@iucn.org](mailto:arantxa.cendoya@iucn.org)



**Chadi ABI FARAJ**  
Publications et multimédia  
[chadi.abi@iucn.org](mailto:chadi.abi@iucn.org)

Nous avons en outre reçu le concours des  
personnes suivantes :

- **Nieves García**, Programme Listes rouges méditerranéennes
- **Céline Jacob**, aquaculture et approche écosystémique
- **Isabel Moyano**, traductions et relations avec les membres
- **Timothy O'Connell**, gestion durable des forêts méditerranéennes et changement climatique
- **Sochanthy Chhoeung**, programme marin

# Barcelone

## Poser les bases de l'environnement mondial

« La biodiversité renforce le bien-être des sociétés et celui de leur économie. » C'est en ces termes que s'est exprimée Julia Marton-Lefèvre, directrice générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature, à l'occasion du Congrès mondial de la nature qui s'est tenu à Barcelone en octobre 2008.

Moments de débat, d'échange, d'analyse... Durant dix jours, plus de huit mille leaders mondiaux issus des gouvernements, des ONG, et du secteur privé, des Nations Unies et par le secteur des universités ont eu le temps de prendre des décisions cardinales pour le développement durable de notre planète.

Une planète blessée qui a souffert durant des décennies de la dégradation de l'environnement et autres impacts des activités humaines. Les conséquences de ces abus commencent déjà à se faire ressentir.

La rencontre fut néanmoins porteuse d'espoir. « Les choses tournent en notre faveur, nous pouvons compter sur le savoir scientifique et la volonté des gouvernements de trouver des solutions », a rassuré Ashok Khosla, nouveau président de l'UICN.

Barcelone, un avant et un après dans la conservation de la nature.



**UNION INTERNATIONALE POUR LA  
CONSERVATION DE LA NATURE**

Centre de coopération pour la Méditerranée de l'UICN  
Parque Tecnológico de Andalucía  
C. / Marie Curie, 35 (Siège Sociale)  
29590 - Málaga (Espagne)  
Tel + 34 - 952 02 84 30  
Fax + 34 - 952 02 81 45  
uicnmed@iucn.org  
[www.uicnmed.org](http://www.uicnmed.org)  
[www.iucn.org/mediterranean](http://www.iucn.org/mediterranean)

Les activités du Centre de coopération pour la Méditerranée  
de l'UICN sont financées principalement par :

